



Schéma Régional Biomasse d'Ile-de-France

Phase 1 – Etablissement du diagnostic

*Annexe 3 : Note sur les principales
politiques de soutien et de développement
de l'usage de la biomasse*

Janvier 2019

Sommaire

Préambule	2
1 Recensement.....	3
2 Analyse	5
2.1 Dispositifs européens	5
2.2 Dispositifs nationaux	5
2.2.1 Les dispositifs à destination des particuliers	5
2.2.3 Les appels d'offres de la commission de régulation de l'énergie (CRE).....	6
2.2.4 Les tarifs d'achat de l'énergie.....	6
2.2.5 Les autres dispositifs nationaux	6
2.3 Dispositifs régionaux ou infra-régionaux	11
2.3.1 Appels à projets pour le développement d'unités de méthanisation en IDF	11
2.3.2 Financement de la construction des chaufferies biomasse en Île-de-France.....	12
2.3.3 Financement des installations de gestion des déchets	13
2.3.4 Autres dispositifs régionaux ou infra-régionaux	13
3 Synthèse	17

Préambule

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional Biomasse (SRB) d'Île-de-France, il apparaît nécessaire de réaliser un état des lieux des dispositifs de soutien et de développement de l'usage de la biomasse mis en œuvre ces dernières années (depuis 2011).

Cette note a donc pour objectif de recenser les dispositifs de soutien à la biomasse et leurs conditions.

Concernant les budgets annuels moyens alloués de ces dispositifs, une information fiable et consolidée est difficile à obtenir.

1 Recensement

Les politiques de soutien considérées sont les suivantes :

Intitulé	Autorité de gestion	Zone géographique concernée	Date de démarrage	Date de fin
Programme LIFE (L'Instrument Financier pour l'Environnement) programmation 2014-2020	Union Européenne	Europe	2014	2020
Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) programmation 2014-2020	Région IDF	Europe	2014	2020
CITE (Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique)	Etat	Nationale		nd
TVA à taux réduit pour les travaux de rénovation et d'économie d'énergie	Etat	Nationale	2012	nd
Eco-prêt à taux zéro	Etat	Nationale		nd
Habiter Mieux	ANAH	Nationale		nd
AO portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de biomasse	CRE	Nationale	2004	nd
AO portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de cogénération d'électricité et de chaleur alimentées par de la biomasse, en remplacement d'installations de cogénération d'électricité et de chaleur alimentées par du gaz naturel	CRE	Nationale	2016	2017
Tarifs d'achat d'électricité issue de biogaz	Gestionnaires de réseaux	Nationale	2011	nd
Tarifs d'achat du biométhane	Gestionnaires de réseaux	Nationale	2011	nd
Droit à l'injection	Gestionnaires de réseaux	Nationale	En cours de discussion	
Prise en charge des coûts de raccordement des installations de production de biogaz/biométhane aux réseaux publics de distribution d'électricité, et aux réseaux publics de distribution et de transport de gaz	Gestionnaires de réseaux	Nationale		nd
Garantie d'origine	Etat	Nationale	2011	nd
Certificat d'Economie d'Energie (CEE)	Etat	Nationale	2006	2020
Taux de TVA réduit pour les réseaux de chaleur	Etat	Nationale	2005	nd
Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)	Etat	National	2014	2016
Appel à Projets « Innovation dans l'amont forestier »	Etat	Nationale	2016	2018
Le volet agricole et forestier du Grand Plan d'Investissement : Soutien aux projets d'innovations collaboratives et territoriales	Etat	Nationale	2018	2022
Le volet agricole et forestier du Grand Plan d'Investissement : Soutien à la méthanisation agricole	Etat	Nationale	2018	2022
Fonds chaleur / BCIAT	ADEME	Nationale	AAP réguliers (1-2/an)	
Fonds Déchets	ADEME	Nationale	2009	nd
AMI DYNAMIC BOIS	ADEME	Nationale	2015	2020
AAP GNV 2018	ADEME	Nationale	Avril 2018	Juillet 2018
AAP pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France	ADEME + Région IDF	Région IDF	2014 (financement possible depuis 2010 sur dispositifs déchets ou énergie)	nd AAP réguliers (1 à 2 par an)
AAP chaufferies biomasse	ADEME + Région IDF	Région IDF	AAP réguliers (1/an), démarrage avant 2011	
Aide à la construction des petites chaufferies biomasse	Région IDF	Région IDF	Fil de l'eau, démarrage avant 2011	
Financement des études de faisabilité, études amont et aide concertation - méthanisation	ADEME + Région IDF	Région IDF	Avant 2011	nd
Financement des études de faisabilité - chaufferies biomasse	ADEME + Région IDF	Région IDF	Fil de l'eau, démarrage avant 2011	
Dispositif soutien PlateForme biomasse et machines traitement du bois (fini)	ADEME	Région IDF	2013	2014
Appel à projet installations de gestion des déchets	ADEME	Région IDF	2011	2013
AAP IDFECD (Economie Circulaire et Déchets)	ADEME	Région IDF	Novembre 2017	Novembre 2018
Politique régionale de soutien à la prévention et la gestion des déchets	Région IDF	Région IDF	2011	nd

Intitulé	Autorité de gestion	Zone géographique concernée	Date de démarrage	Date de fin
Animation de filière	ALEC, Réseau TEDDIF (ADEME, ARENE, DRIEE, Région, CEREMA), Communautés Départementales de la Transition Energétique	Région IDF	nd	nd
Animation de la filière méthanisation	ADEME	Région IDF	Avant 2011	nd
Fonds air-bois	Actuellement : ADEME, Région IDF et CD91 En projet : Région IDF et ADEME, dans le cadre de l'extension du Fonds à l'ensemble de la Région IDF	Actuellement : 4 EPCI du département 91. En projet : Ensemble de l'Ile-de-France	2016 pour le 91, en attente pour le reste du territoire	nd
Plan Pluriannuel régional de développement forestier d'Ile-de-France	Multiple financeurs : FEADER, CONSEIL REGIONAL, DRIAAF, DIRECCTE	Région IDF	2012	2016
PASS FILIERE forêt-bois 2014-2017	Multiple financeurs : FEADER, CONSEIL REGIONAL, DRIAAF, DIRECCTE	Région IDF	2014	2017
STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS (SRFB) 2018-2021	Région IDF	Région IDF	2018	2021
Programme régional de la forêt et du bois (2019-2029)	Région IDF et DRIAAF	Région IDF	2018	2029
Programme de Développement Rural pour 2014-2020 (Fonds européen agricole pour le développement rural)	Région IDF	Région IDF	2014	2020
DIVAIR DIVERSIFICATION	Région IDF et départements	Région IDF	2017	
Délibération Région "forêt" CR 203-16 nov 2016	Région IDF	Région IDF	2016	2016
LEADER	Europe et Région IDF	Région IDF		
Conventions et bilans Région / Chambre d'agriculture	Région IDF	Région IDF	2015	2017
Contrats de parc des PNR (Parcs Naturels Régionaux) : animation locale et soutien aux opérations	PNR	PNR	Depuis création de chaque parc, contrats pluriannuels	

nd : non définie ou pas de date de fin

2 Analyse

2.1 Dispositifs européens

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget alloué
Programme LIFE (L'Instrument Financier pour l'Environnement)	Promouvoir et financer des projets innovants portant par exemple sur la conservation d'espèces et d'habitats, la protection des sols, l'amélioration de la qualité de l'air ou de l'eau, la gestion des déchets ou encore l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique.	Par exemple, mise en œuvre de stratégies pour l'atténuation des émissions de GES ou de la feuille de route pour une économie bas carbone	Via appels à projet annuels Taux de co-financement : 55-60% des coûts éligibles selon le typ de projet Ce programme finance plutôt des actions d'animation et des frais de fonctionnement	Pour les projets traditionnels : Cohérence technique Cohérence financière Valeur ajoutée européenne – qualité de la contribution au regard des objectifs de LIFE Valeur ajoutée européenne – synergies et intégration Valeur ajoutée européenne – reproductibilité et transférabilité	Pour la période 2014-2020 budget de plus de 3 milliards d'euros à l'échelle européenne réparti en 2 sous-programmes distincts : le sous-programme « Environnement » et le sous-programme « Actions pour le Climat ».
Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)	Renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres entre ses régions.	recherche et innovation, compétitivité et mutation vers une économie à faible teneur en carbone. Par exemple, méthanisation, chaufferies bois, ...	Via appels à projet en Ile-de-France : 2 AAP ciblés sur le développement des ENR lancés sur la durée du programme 2014-2020	Définis par l'autorité de gestion. Pour les AAP ENR, recherche de convergence avec les AAP conjoints ADEME/Région « chaleur renouvelable »	En France, 9,5 milliards d'euros pour 2014-2020 En Ile-de-France : 185 millions d'euros pour 2014-2020. Environ 5 M€ pour chaque AAP « ENR »

2.2 Dispositifs nationaux

2.2.1 Les dispositifs à destination des particuliers

Intitulé	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité
CITE (Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique)	Travaux divers énergétiques sur habitat dont chaudière à haute performance énergétique	30% du montant des dépenses éligibles Max 8000€ pour personne célibataire, veuve ou divorcée / Max 16000 € pour couple soumis à imposition commune	Logement doit être l'habitation principale, et achevé depuis plus de 2 ans Travaux réalisés par entreprise RGE
TVA à taux réduit pour les travaux de rénovation et d'économie d'énergie	travaux d'amélioration de la performance énergétique	le taux de TVA est réduit à 5,5% au lieu de 10% pour les travaux de rénovation	Le logement doit être achevé depuis plus de 2 ans
Eco-prêt à taux zéro	Travaux divers énergétiques sur habitat dont chaudière à haute performance énergétique	Montant maximum alloué 30 000€	Logement construit avant 1990 et occupé en tant que résidence principale au moins 2 bouquets de travaux
Habiter Mieux	Travaux de rénovation énergétique (Changement de chaudière ou de mode de chauffage, Isolation des murs extérieurs et /ou intérieurs, Isolation des combles aménagés et aménageables,...)	Selon les revenus : 35 ou 50% du montant des travaux	A destination des propriétaires occupants Logement a plus de 15 Pas de PTZ (pour l'accession à la propriété) depuis 5 ans Ressources inférieures à un plafond fixé nationalement (en 2018, 24 443 € de revenu fiscal de référence de l'année 2017 pour une personne seule en Ile-de-France par exemple)

2.2.3 Les appels d'offres de la commission de régulation de l'énergie (CRE)

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
AO portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de biomasse		Unités de production d'électricité à partir de biomasse : chaufferies bois et méthanisation	Complément de rémunération pour l'énergie produite : signature d'un contrat avec EDF	Tarif de référence proposé >50€/MWh 500 kWé < Puissance < 5MWé Document de GRDF attestant qu'une étude de faisabilité a été effectuée Lettres d'engagement des fournisseurs de matières Cultures alimentaires <15% du gisement en tonnage, Boues STEP<50% tonnage, pas de conflits d'usage pour les autres Pas d'autres aides en parallèle	nc
AO portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de cogénération d'électricité et de la chaleur alimentées par de la biomasse, en remplacement d'installations de cogénération d'électricité et de chaleur alimentées par du gaz naturel		Installations de cogénération d'électricité et de la chaleur alimentées par de la biomasse, en remplacement d'installations de cogénération d'électricité et de chaleur alimentées par du gaz naturel	Complément de rémunération pour l'énergie produite : signature d'un contrat avec EDF	1< Puissance < 20 MWe Alimentation en chaleur d'une unité consommatrice Tarif de référence < 200€/MWh Intrants : plaquettes forestières (400GWh max et plaquettes certifiées à un certain taux selon régions), Connexes, produits bois en fin de vie, déchets de bois traités, granulés de bois, sous produits de la papèterie, sous produits des IAA, sous produits agricoles, biogaz, autres biomasse (algues vertes). Valorisation de l'ensemble de la chaleur produite Pas d'autres aides en parallèle	nc

nc : non communiquée

2.2.4 Les tarifs d'achat de l'énergie

Intitulé	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité
Tarifs d'achat d'électricité issue de biogaz	Installations de production d'électricité à partir de biogaz (ISDND, STEP ou méthanisation), cogénération	Achat de l'énergie pendant 20 ans Un arrêté définit les niveaux tarifaires pour chaque type d'installation (ISDND, STEP ou méthanisation)	Installation de moins de 500 kWé Un arrêté définit les conditions pour chaque type d'installation (ISDND, STEP ou méthanisation)
Tarifs d'achat du biométhane	Injection biométhane	Achat de l'énergie pendant 15 ans Le tarif d'achat varie en fonction de la capacité de production, du type d'installation (ISDND ou STEP) et des intrants (prime « intrants »)	Intrants autorisés : - Déchets ménagers et assimilés en installation de stockage de déchets non dangereux - Déchets non dangereux en digesteur : Biodéchets ou déchets ménagers ; Déchets organiques agricoles (effluents d'élevage et déchets végétaux) ; Déchets de la restauration hors foyer ; Déchets organiques de l'industrie agroalimentaire et des autres agro-industries. - Produits agricoles en digesteur ; - Matières, telles que boues, graisses, liquides organiques, résultant du traitement des eaux usées, traitées en digesteur

2.2.5 Les autres dispositifs nationaux

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
Droit à l'injection	Soutenir le développement des projets de méthanisation	Injection de biométhane dans le réseau	Les gestionnaires des réseaux de gaz naturel effectuent les renforcements/adaptations nécessaires pour permettre l'injection dans les réseaux du biométhane produit, dans les conditions et limites définies par décret pris après avis de la	Dans les conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements définies par décret pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie. Décret à venir.	nc

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
			CRE. Ce décret précise la partie du coût des renforcements des réseaux à la charge du ou des gestionnaires des réseaux et celle restant à la charge du ou des producteurs ainsi que la répartition de cette dernière entre les différents producteurs concernés. Décret à venir		
Prise en charge des coûts de raccordement des installations de production de biogaz/biométhane aux réseaux publics de distribution d'électricité, et aux réseaux publics de distribution et de transport de gaz	Soutenir le développement des projets de méthanisation	Injection de biométhane dans le réseau	Prise en charge par le gestionnaire de réseau de 40% des coûts de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel Prise en charge par le gestionnaire de réseau de 40% (dans la limite de 400 000 €) des coûts de raccordement au réseau de transport de gaz naturel Prise en charge par le gestionnaire de réseau pouvant aller jusqu'à 40% des coûts de raccordement au réseau public d'électricité (la prise en charge dépend de la tension du réseau et de la puissance du projet)	Pas de critère	nc
Garanties d'origine	Favoriser la part ENR&R dans les réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel	Injection d'énergie renouvelable dans les réseaux (électrique et gaz naturel)	Dispositif permettant de justifier l'origine de l'électricité verte ou du biométhane introduits dans les réseaux de transport et de distribution d'électricité ou de gaz naturel.	L'énergie injectée doit faire l'objet d'un contrat d'achat pour bénéficier d'une attestation de garantie d'origine	nc
Certificat d'Economie d'Energie (CEE)	Encourager les économies d'énergie Pour la période 2018-2020, l'obligation d'économies d'énergie est fixée à 1 600 TWh cumac, dont un quart sur les ménages précaires.	Nombreux, concernant la biomasse : Chaudière biomasse individuelle Appareil indépendant de chauffage au bois	En fonction du marché des CEE. Les CEE sont attribués, sous certaines conditions, par les services du ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles (vendeurs d'énergie obligés mais aussi d'autres personnes morales non obligées) réalisant des opérations d'économies d'énergie. Ces actions peuvent être menées dans tous les secteurs d'activité (résidentiel, tertiaire, industriel, agricole, transport, etc.), sur le patrimoine des éligibles ou auprès de tiers qu'ils ont incités à réaliser des économies d'énergie. Les obligés ont également la possibilité	Pour les chaudières biomasse individuelle, respect des seuils de rendement énergétique et d'émissions de polluants de la classe 5 de la norme NF EN 303.5 Pour les appareils indépendant de chauffage au bois, le rendement énergétique doit être supérieur à 70%, la concentration en monoxyde de carbone inférieure à 0,3% et l'indice de performance environnemental inférieur ou égal à 2	nc

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
			d'acheter des CEE à d'autres acteurs ayant mené des actions d'économies d'énergie, en particulier les éligibles non obligés. Ils peuvent aussi obtenir des certificats en contribuant financièrement à des programmes d'accompagnement. En fin de période, les vendeurs d'énergie obligés doivent justifier de l'accomplissement de leurs obligations par la détention d'un montant de certificats équivalent à ces obligations. En cas de non respect de leurs obligations, les obligés sont tenus de verser une pénalité libératoire pour chaque kWhc manquant.		
Taux de TVA réduit sur les réseaux de chaleur	Le développement des réseaux de chaleur, vecteurs de développement de la chaleur renouvelable	Vente de chaleur renouvelable	Taux de TVA à 5,5% au lieu de 20%, sur l'abonnement (terme fixe) et l'énergie calorifique (terme proportionnel aux consommations)	Réseaux de chaleur dont la fourniture d'énergie est facturée à une pluralité de client Réseaux de chaleur dont l'énergie calorifique est produite au moins à 50% à partir de sources d'énergie renouvelable ou de récupération.	nc
Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)	La réduction de la consommation d'énergie La diminution des pollutions et le développement des transports propres Le développement des énergies renouvelables La préservation de la biodiversité La lutte contre le gaspillage et la réduction des déchets L'éducation à l'environnement	bâtiment, transports propres, économie circulaire, énergies renouvelables, biodiversité, éducation à l'environnement....	500 000€, pouvant être renforcés jusqu'à 2 millions d'euros en fonction de la qualité des projets	disposer : D'une équipe apportant l'ingénierie publique locale nécessaire au développement et à la mise en œuvre de la stratégie, des actions d'animation et des projets collectifs du territoire. D'un projet de territoire co-construit et partagé par l'ensemble des acteurs : collectivités, acteurs socio-économiques, citoyens. De compétences opérationnelles directes ou déléguées (développement économique, aménagement du territoire...).	nc
Appel à Projets « Innovation dans l'amont forestier »	Servir à la mise en oeuvre des 4 objectifs du PNFB : • améliorer la gestion forestière pour une augmentation de la mobilisation de bois, en réponse à la demande du marché, • répondre aux attentes des citoyens et s'intégrer à des projets de territoire, • conjuguer atténuation et adaptation des forêts françaises au changement climatique, • développer des synergies entre la forêt et les industries utilisatrices de bois matériau et bois énergie.	Projets collaboratifs de R&D	Aide à la R&D	La sélection a mis l'accent sur les projets d'investissement les plus innovants et les plus opérationnels à court terme. Ceux-ci couvrent l'ensemble des thématiques du Programme national de la forêt et du bois (PNFB) : connaissance, exploitation et valorisation de la ressource forestière, adaptation de la ressource et de la sylviculture au changement climatique, gestion durable de la forêt.	15 M€ en 2017
Le volet agricole et forestier du Grand Plan d'Investissement : Soutien aux projets d'innovations collaboratives et territoriales	Accompagner et accélérer le déploiement à grande échelle de solutions et technologies innovantes, contribuant au renouvellement de modèles de développement territoriaux et à la transition écologique.	Projets innovants favorisant la transition énergétique	AMI et AAP opérés par la Caisse des dépôts et consignations ; Sélection d'une vingtaine de « territoires d'innovation » les		Financement global : 5 milliards d'euros sur 5 ans (2018-2022)

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
			<p>plus ambitieux, structurés et prometteurs</p> <p>Subventions destinées à cofinancer des missions d'ingénierie et de conseil, la mise en œuvre du projet et les investissements associés</p> <p>Fonds propres mobilisés dans une logique d'investissement avisé</p> <p>Huit appels à projets lancés par l'ADEME dans le cadre du PIA3, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> « Mobilisation de la biomasse et production de nouvelles ressources » ; « Matériaux et chimie biosourcés, biocarburants avancés » ; « Economie circulaire et valorisation des déchets » ; « Energies Renouvelables ». 		
Le volet agricole et forestier du Grand Plan d'Investissement : Soutien à la méthanisation agricole	Favoriser la production d'énergies renouvelables et les économies d'énergie. L'objectif est d'accélérer le rythme de développement des installations de méthanisation agricole, pour atteindre l'objectif de 1 000 méthaniseurs agricoles à horizon 2020 fixé par le plan « Energie Méthanisation Autonomie Azote ».	Les projets de méthanisation agricole	<p>BPI met en place une offre de prêts sans garantie dédiée aux projets de méthanisation agricole</p> <p>Soutien public de 100 M€ afin d'accompagner environ 400 projets</p>	Les projets doivent être de la méthanisation agricole (les STEP sont exclues). Le pourcentage de cultures dédiées ne doit pas dépasser 15%.	Financement global : 0,1 milliard d'euros
Fonds chaleur de l'ADEME / BCIAT		Installations collectives, industrielles, agricoles, tertiaires	Aide sur 20 ans calculé en fonction de la production 40-50%	Production minimum de 1200 MWh/an Conditions ressources, qualité air, équipements	nc
Fonds Déchets de l'ADEME	Répondre aux objectifs de la politique déchets définie par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015	Définition et la mise en place des plans et programmes locaux de prévention, Aides à l'investissement au recyclage des déchets ménagers, industriels et du BTP	Variables selon le type de projet soutenu Taux d'aide maximum de 30 % pour, la préparation et le traitement de biodéchets par méthanisation, la préparation et valorisation de combustible solide de récupération		2016 : 193 M€ 2018 : 155 M€
AMI DYNAMIC BOIS de l'ADEME	Insuffler une nouvelle DYNAMique dans l'approvisionnement des chaufferies du fonds Chaleur	Projets collaboratifs mêlant Animation, Aide à l'investissement forestier et Développement Soutien aux opérations de	Subvention	Critères spécifiques à chaque type d'action et toujours dans l'esprit de l'instrument de financement pré-existant avec lequel l'ADEME s'articule :	nc

Intitulé	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
		renouvellement des peuplements forestiers		Animation	
AAP GNV 2018 de l'ADEME	Déployer la filière GNV et bioGNV en favorisant une répartition homogène sur le territoire national des stations d'avitaillement	Soutien à l'acquisition d'un ou plusieurs véhicules GNV, pour faire émerger une station d'avitaillement, sur des territoires où des besoins de déploiement de stations (bio)GNV apparaissent	Subventions aux investissements relatifs à l'achat de véhicules fonctionnant au gaz naturel et à la mise en place d'une station : 35% des dépenses éligibles pour les PME 23% pour les grandes entreprises et les collectivités Si la consommation de bioGNV est supérieure à 50%, 45% pour les PME 35% pour les grandes entreprises et les collectivités Plafond à 200k€ par lot de véhicules et 220k€ si la consommation de bioGNV est supérieure à 50%	Tout véhicule fonctionnant au gaz naturel est éligible. Le projet doit permettre l'émergence d'une nouvelle station (bio)GNV qui devra être utilisée principalement par les véhicules des bénéficiaires de l'aide. La station devra être accessible aux tiers non liés aux bénéficiaires. Le territoire visé devra présenter des difficultés à faire émerger une ou des stations GNV. La valorisation de biométhane est un plus.	nc

nd : non communiquée

2.3 Dispositifs régionaux ou infra-régionaux

2.3.1 Appels à projets pour le développement d'unités de méthanisation en IDF

2.3.1.1.1 Données communes à toutes les éditions

Objectif général	Autorité de gestion	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
Impulser le développement d'une méthanisation durable	Région IDF et ADEME IDF	Unités de méthanisation	CR IDF : 30% max des investissements et aide maximale de 2 millions d'euros pour tous types de projets sauf à la ferme : 1 millions d'euros maximum ADEME : cf Fonds chaleur et Fonds Déchets	Intrants : - 10 % maximum en poids brut de cultures dédiées dans le plan d'approvisionnement d'une unité - CIVE conduites sans engrais ni produits phytosanitaires - Prélèvement des résidus de culture de 30% maximum - Pas de méthanisation de la FFOM issue de TMB - les STEU : * entre 10 et 100 KEH seulement sont considérées pour la Région * toutes les gammes de STEU sont admises mais seuls les équipements d'épuration et d'injection du biométhane sont éligibles pour l'ADEME Valorisation énergétique	4 M€ en moyenne depuis 5 ans, budget variable inclus dans le fonds chaleur et fonds déchets pour l'ADEME, dans le budget global ENR pour la Région

2.3.1.1.2 Spécificités de certaines éditions

Edition	Autorité de gestion	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget attribué
2017-2018	Région IDF et ADEME IDF		CR IDF : 30% max des investissements et aide maximale de 2 millions d'euros pour tous types de projets sauf à la ferme : 1 millions d'euros maximum ADEME : cf Fonds chaleur et Fonds Déchets	Valorisation énergétique ADEME Pour la cogénération : l'ADEME subventionne les projets dont le taux de valorisation énergétique est d'au moins 50% pour les projets "à la ferme", 60% pour les autres Pour l'injection : l'ADEME subventionne tous les projets si le taux de valorisation énergétique est supérieur à 75% CR IDF Le CR finance tous les projets si le taux de valorisation énergétique est supérieur à 60% Production énergétique minimale valorisée de 1163 MWh/an (ADEME) sauf pour projets à la ferme Temps de fonctionnement minimum pour la cogénération : 6550 h/an (ADEME) Niveau de maturité : - étude de faisabilité a minima, - maîtrise de 50% du potentiel énergétique et de 50% des surfaces d'épandage, - étude de faisabilité pour injection ou contrat de vente de chaleur, - plan de financement détaillé	1,2 M€
2016-2017	Région IDF et ADEME IDF			Valorisation énergétique : idem sauf ADEME 80% de valorisation minimum pour les projets en injection Niveau de maturité : - étude de faisabilité a minima	6,5 M€
2015-2016	Région IDF et ADEME IDF		ADEME : idem sauf Fonds chaleur et Fonds déchet : taux maximum de 30% des dépenses admissibles plafonnées à 10M€	Intrants : idem + Cultures énergétiques <25% de la production d'énergie totale pour l'ADEME Valorisation énergétique : idem sauf ADEME 80% de valorisation minimum pour les projets en injection et 55% pour les projets en cogénération à la ferme Niveau de maturité : - étude de faisabilité a minima	2,37 M€

Edition	Autorité de gestion	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget attribué
2014-2015	Région IDF et ADEME IDF	Pour CR IDF : idem Pour ADEME : idem + sont exclus les projets à la ferme et les STEU	ADEME : idem sauf Fonds chaleur et Fonds déchet : taux maximum de 30% des dépenses admissibles plafonnées à 10M€	Intrants : idem sauf les STEP entre 10 et 100 kEH seulement sont considérées (pas de conditions ADEME) + Cultures énergétiques <25% de la production d'énergie totale pour l'ADEME Valorisation énergétique : idem sauf ADEME 85% de valorisation minimum pour les projets en injection et 55% pour les projets en cogénération à la ferme Niveau de maturité : - étude de faisabilité a minima	7,52 M€
2014	Région IDF	Typologie des projets : - Unités à la ferme, intrants agricoles - Méthanisation des biodéchets des ménages - Méthanisation territoriale - Méthanisation des biodéchets des AE - Méthanisation des boues de STEP Selon le respect des principes suivants : - un réel ancrage territorial, - une qualité suivie des intrants et de leurs approvisionnements, - des valorisations efficaces.	30% max des investissements et aide maximale de 2 millions d'euros pour tous types de projets sauf à la ferme : 1 million d'euros maximum	Intrants : - 10 % maximum en poids brut de cultures dédiées dans le plan d'approvisionnement d'une unité - CIVE conduites sans engrais ni produits phytosanitaires - Prélèvement des résidus de culture de 30% maximum - Pas de méthanisation de la FFOM issue de TMB - Les STEP entre 10 et 100 kEH seulement sont considérées. Valorisation énergétique : 60% de valorisation minimum Niveau de maturité : - étude de faisabilité a minima	3,53 M€
2014	ADEME IDF	Tous types de projets de méthanisation à l'exception des installations conçues pour les besoins d'un seul producteur de déchets et des installations traitant 100% de déchets agricoles		Intrants : - cultures énergétiques <25% de la production d'énergie totale Valorisation énergétique : 55% de valorisation minimum	187 k€

2.3.2 Financement de la construction des chaufferies biomasse en Île-de-France

Intitulé	Autorité de gestion	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
AAP chaufferies biomasse (production > 1 200 MWh/an)	Région IDF et ADEME IDF	Mobiliser 266 000 tep/an de biomasse francilienne à l'horizon 2020	Chaufferies et plateformes biomasse, réseaux de chaleur	Aides fonds chaleur de l'ADEME Région : cofinancement selon les règles du fonds chaleur avec les plafonds suivants - Chaufferies : 30% maximum - Plateformes : 70% - Réseau de chaleur : 270 ou 400 €/ml selon taxe d'EnR	Les projets < 100 tep sont éligibles aux aides régionales, en dehors de l'AAP Etude de potentiel EnR Pas d'opportunité de raccordement à un réseau de chaleur renouvelable à proximité, ni d'opportunité d'approvisionnement par géothermie ou énergie fatale Limitation des émissions atmosphériques Niveau de maturité : - phase AVP - dépôt de déclaration ou demande d'autorisation ICPE	budget variable inclus dans le fonds chaleur pour l'ADEME, dans le budget global ENR pour la Région
Financement des petites chaufferies biomasse	Région IDF	Développement du parc	Chaufferies et plateformes biomasse, réseaux de chaleur	50% maximum des dépenses éligibles	Critères identiques à ceux de l'AAP chaufferies biomasse	budget variable inclus dans le budget global ENR

2.3.3 Financement des installations de gestion des déchets

Edition	Autorité de gestion	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité
2012-2013	ADEME IDF	Réduire de 7% les OMA, diminuer de 15% d'ici 2012 les quantités stockées et incinérées	Equipements de collecte et installations de traitement des déchets permettant de détourner des flux du stockage (not. Installations de gestion et de traitement des biodéchets provenant des gros producteurs, permettant le déconditionnement, le compostage ou la méthanisation de ces déchets)	Pour les équipements de réemploi et réutilisation : 50% des dépenses éligibles plafonnées à 500 k€ Pour les installations de traitement des déchets (incluant la méthanisation) : 30% plafonné à 10 M€	Déviations de flux de déchets du stockage
2011-2012	ADEME IDF	Impulser le développement d'une méthanisation durable			
Fil de l'eau, depuis 2011	Région IDF	Prévention et valorisation des déchets	Equipements de collecte de déchets alimentaire et de déchets verts, équipements de gestion de proximité (compostage) et de valorisation organique, ainsi que de préparation (massification et hygiénisation des biodéchets)	Taux maximum 15 à 50% selon le type de projet et la qualité du porteur de projet, plafond de 100 000 à 300 000 €. Pas de financement de la méthanisation depuis le vote de stratégie ad-hoc => renvoi vers l'AAP dédié	Compatibilité avec les objectifs des documents de planification déchets Mise en place d'actions de prévention

2.3.4 Autres dispositifs régionaux ou infra-régionaux

Intitulé	Autorité de gestion	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
Financement des études de faisabilité, études amont et aide concertation	Région IDF et ADEME IDF	Accroître la production d'EnR sur le territoire francilien en lien avec les objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du Schéma régional Climat-Air-Énergie d'Ile-de-France	Etude de faisabilité pour les installations d'énergie renouvelable (chaufferie biomasse, méthanisation, ...)	Etude de faisabilité : 25% Région (50% pour la méthanisation) + 25% ADEME Le cofinancement permet de monter à 70% pour les études si caractère territorial (études amont) Aide à la concertation : 50%	Etudes de faisabilité : réalisation préalable d'un audit énergétique du bâtiment ou du site concerné étude conforme au cahier des charges ADEME/Région	nc
Dispositif soutien PlateForme biomasse et machines traitement du bois (fini)	Région IDF et ADEME IDF	Aide à l'investissement pour créer ou améliorer les équipements nécessaires à une logistique biomasse efficace	Aide à l'investissement	Subvention	/	nc
AAP IDFECD (Economie Circulaire et Déchets)	ADEME IDF	Accélérer l'identification et le montage de projets, favoriser des synergies organisationnelles entre les acteurs régionaux	Projets en lien avec l'économie circulaire et la gestion des déchets	Etudes de faisabilité, gisement, schémas territoriaux : 50 à 70%, plafond montant étude à 100 k€ Diagnostics : 50 à 70%, plafond montant diagnostic à 50 k€	Actions d'animation, de communication, études et investissements. Pour la gestion et le traitement des biodéchets : études et investissements Etudes de faisabilité, études de faisabilité GrDF GrTGaz, études amont de gisement sur les territoires, aides pour la gestion de proximité des biodéchets et valorisation des biodéchets (déconditionneur, unités de compostage). Les unités de méthanisation relèvent de l'AAP IDFMET	nc

Intitulé	Autorité de gestion	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
Animation des filières ENR	ALEC, Réseau TEDDIF (ARENE, ADEME, Région, DRIEE, CEREMA), Communautés Départementales de la Transition Energétique		Chaufferie bois et méthanisation	Visites de sites, organisation de formations, diffusion de données de gisements territoriaux, accompagnement de projet.		nc
Animation de la filière méthanisation	ADEME IDF	Accompagnement des porteurs de projet ou des territoires	Projets de méthanisation individuels ou collectifs, démarches territoriales	Rencontre des porteurs de projet Formations Visites		nc
Fonds air-bois	Actuellement : Région IDF, ADEME, et CD91 En projet : Région IDF et ADEME, dans le cadre de l'extension du Fonds à l'ensemble de la Région IDF	Renouveler le parc non performant des appareils de chauffage au bois individuels. Sensibiliser les particuliers aux bonnes pratiques du chauffage au bois.	Equipements de chauffage individuel - remplacement par des appareils plus performants	Actuellement : Prime de 1000€, qui peut aller jusqu'à 2000 € si le bénéficiaire s'engage à parler du dispositif à l'un de ses voisins En projet : jusqu'à 2000€	Equipements foyers fermés avant 2002 utilisés en chauffage principal	nc
Plan Pluriannuel régional de développement forestier d'Île-de-France	Divers financeurs	Développement de la filière régionale à la fois de l'amont forestier (dynamiser la gestion durable) aux valorisations finales (construction, énergie, matériau...)	Actions d'animation et d'aide à l'investissement	Subvention	Les moyens budgétaires mobilisés pour financer les actions du PPRDF sont de différentes nature et impliquent des critères d'éligibilité qui leur sont propres : - Budget consacré à la forêt par les chambres d'agriculture et budget du CRPF - PDR appelant un co-financement européen du FEADER pour favoriser l'investissement forestier - les financements du FEDER en faveur de la structuration de la filière - les crédits d'Etat et des collectivités visant à la structuration de la filière	Le bilan technique et financier 2013 s'accompagne d'une projection 2014 à hauteur de 265k€
PASS FILIERE forêt-bois 2014-2017	Région IDF	Aider à la structuration de la filière régionale et de son interprofession afin de pouvoir faciliter structuration de la prescription du bois dans la construction et le développement de la filière bois énergie	Actions d'animation, de prescription et de promotion à différents échelons de la filière régionale encouragée à se structurer	Subvention	Les actions ont été co-construites avec l'interprofession FRANCILBOIS suite à l'étude de diagnostic réalisée par le cabinet Ernst & Young	Environ 400k€ la 1ère année puis 1 400k€ les 2 suivantes
Stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB) 2018-2021	Région IDF et ses partenaires	Développement de la filière régionale à la fois de l'amont forestier (dynamiser la gestion durable) aux valorisations finales (construction, énergie, matériau...)	3 niveaux d'interventions ponctuelles sont prévus, 2 d'animation (1 et 2) et 1 d'investissement : 1 : mobilisation des acteurs de la filière forêt-bois et matériaux biosourcés 2 : soutien aux démarches préalables aux investissements forestiers 3 : soutenir les investissements forestiers + Des actions pluriannuelles sont conventionnées avec FNCOFOR, FCBA et FRANCILBOIS	Aide (sur demande) à l'animation et à l'investissement forestier selon les 3 niveaux d'intervention prévus Et Financement d'actions spécifiques prévues dans les conventions cadres avec FNCOFOR, FCBA et FRANCILBOIS	Pour les 3 niveaux d'intervention prévus, les critères d'éligibilité sont liés à l'instrument de financement (FEADER, PDR...) auquel le soutien financier du Conseil Régional s'articule dans la limite d'un taux d'aide maximal de 80% de la dépense éligible.	Convention cadre 2018 totalisant 236 700€ (80k€ FNCOFOR, 44 k€ FCBA, 236,7k€ FRANCILBOIS) réévalué chaque année en fonction du programme d'actions convenu

Intitulé	Autorité de gestion	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
Programme régional de la forêt et du bois (2019-2029)	Région IDF et DRIAAF	<p>Dynamiser et structurer les filières bois matériaux et bois énergie franciliennes, de l'amont à l'aval et répondre aux attentes des citoyens.</p> <p>Pour cela, 5 priorités régionales ont été identifiées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Gérer nos forêts de manière dynamique, durable et multifonctionnelle dans un contexte de changement climatique 2. Renforcer la compétitivité et l'emploi de la filière bois régionale et interrégionale 3. Encourager les dynamiques territoriales 4. Répondre aux attentes sociétales en matière de nature, de paysage et d'accueil du public 5. Communiquer sur la gestion forestière, la biodiversité, la filière forêt-bois et ses métiers 	<p>Investissement dans du matériel forestier,</p> <p>Desserte forestière</p> <p>Amélioration des peuplements (à venir)</p>	<p>Subventions</p> <p>Eligible au Programme de Développement Rural (contrepartie Feader)</p> <p>Projets éligibles à l'AMI DYNAMIC</p>	Pour la majorité des subventions, les critères d'éligibilité sont liés à l'instrument de financement (FEADER, PDR...)	250 000 € en 2018
<p>Programme de Développement Rural pour 2014-2020</p> <p>(Fonds européen agricole pour le développement rural)</p>	Région (autorité de gestion de fonds européens)	<p>Domaine d'intervention du PDR :</p> <p>Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie ; Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie</p>	<p>Soutien aux investissements dans la filière forêt-bois : desserte, mécanisation, amélioration des peuplements et stratégies locales de développement forestier (à venir en 2019),</p> <p>Soutien au développement agricole et rural : méthanisation, projets individuels et collectifs découlant d'une activité agricole</p>	<p>Soutien aux investissements (contrepartie nationale – Etat et / ou RIF et / ou autres fonds publics nationaux – au FEADER</p> <p>Soutien à la coopération et à l'animation du développement rural (stratégies locales de développement forestier et LEADER....)</p>	Investissements liés à la modernisation Diversification non agricole dans le cas de la revente de l'énergie	<p>1,6 M€ pour le domaine prioritaire 5C (Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie)</p> <p>Pour les agro-matériaux, financement RIF via DIVERSIFICATION</p>
DIVAIR DIVERSIFICATION	Région IDF	Soutien aux projets de diversification des exploitations agricoles – volet agro-matériaux	énergie-Agromatériaux, (développement des agro-matériaux : chanvre, lin, miscanthus, paille)	Subventions Matériel de plantation, récolte, conditionnement et installation de conservation ou transformation		

Intitulé	Autorité de gestion	Objectif général	Type de projets soutenus	Modalités de soutien	Critères d'éligibilité	Budget annuel moyen alloué
Délibération Région "forêt" CR 203-16 nov 2016		Approuve les actions en faveur de l'agriculture et de la forêt : INSTALLATION – INNOVATION - FORET	Soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles Communication autour du métier d'agriculteur et Accompagnement de l'installation de jeunes agriculteurs Soutien au secteur forestier dans le cadre du programme de développement rural (PDR)	Décide de participer au dispositif de soutien au secteur forestier dans le cadre du programme de développement rural	Subordonne le versement des aides à la signature de conventions conformes au modèle approuvé dans le cadre du programme de développement rural.	1 000 000 € Chb Agri 143 000 € Syndicat jeunes agriculteurs 840 000 € PDR
LEADER		Cf Programme de développement rural	GAL	Subventions FEADER	Cf stratégie LEADER	
Conventions et bilans Région / Chambre d'agriculture	Région et chambres d'agriculture	Soutien à la réalisation d'un programme annuel d'actions concernant : - la protection des terres agricoles et le renforcement de l'installation - la transition agro-écologique et le développement de l'agriculture biologique - la promotion du développement et la diversification des filières économiques locales et de l'agriculture durable - l'innovation		Subventions versées à la CRA, la CALouest, la CA77 et l'ERE pour un programme d'actions défini De 30 à 80% des dépenses (hommes*jours et frais annexes) selon le type d'action Plafonds de 0 à 550 k€ selon le type d'action	Programme annuel d'actions arrêté entre les signataires de la convention	nc
Programmes d'action des PNR	PNR franciliens : Gâtinais français, Vexin français, Haute Vallée de Chevreuse, Oise-Pays-de-France	Variable selon les territoires : - Gâtinais français : animation de la filière bois-énergie (réalisation d'études d'opportunité pour les porteurs de projets, mise en place de SCIC Gâtinais Bois Energie, subventions aux investissements...) - Haute Vallée de Chevreuse et Vexin français : financement et pilotage d'études territoriales de développement de la méthanisation				

nd : non communiquée

3 Synthèse

Le premier constat est celui de la multitude des dispositifs de soutien, à la fois nationaux et régionaux ainsi que leur diversité tant par le public visé, que par les critères d'éligibilité ou le mode de soutien. Certains dispositifs sont complémentaires les uns des autres.